



Syndicat National Unitaire
de l'Enseignement Professionnel

Paris, le 20 octobre 2011

COMMUNIQUÉ

SARKOZY VEUT SONNER LE GLAS DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC

Lors de sa visite à Nice consacrée à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes, le Président de la République, M. SARKOZY s'est transformé en VPR pour promouvoir les formations en alternance (contrat pro et contrat d'apprentissage) montrant son mépris pour le service public d'éducation. Après avoir vanté la réforme de la voie professionnelle, il a justifié le « siphonnage » des LP pour alimenter l'apprentissage.

Formation en alternance au niveau IV et V : un réel échec sur toute la ligne

Malgré de nombreuses réformes – et la dernière loi Cherpion – qui servent à financer et à favoriser les développements des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, le gouvernement a du mal à atteindre ses objectifs. L'État dépense pourtant chaque année plusieurs milliards d'euros notamment en niches fiscales accordées aux entreprises pour développer un mode de qualification qui est loin du modèle que l'on voudrait promouvoir. Sans succès !

L'apprentissage connaît des taux de rupture de contrats importants, il reste très discriminatoire et offre un taux d'insertion qui à moyen terme n'est pas meilleur que celui des autres voies de formation professionnelle. De plus, il offre des poursuites d'études réduites, et limite les possibilités d'évolution et d'accès à la formation continue.

La réforme de la voie professionnelle : un bilan très négatif pour les jeunes

Alors que la réforme n'est pas encore arrivée à terme, Sarkozy, sans aucun bilan chiffré, prétend déjà en observer des effets positifs. La réalité est tout autre. Le SNUEP-FSU observe au contraire que le décrochage scolaire se développe avec la mise en place du Bac Pro en 3 ans. Globalement, les chiffres du printemps dernier faisaient état de 292 000 décrocheurs toutes voies de formation confondues, les prochains chiffres ne seront connus qu'au mois de novembre.

Quant à l'augmentation du nombre de bacheliers professionnels, il n'est dû qu'à la superposition transitoire des Bac Pro 3 ans et des parcours BEP et Bac Pro en 4 ans. Cet effet disparaîtra dès la session 2013. Le SNUEP-FSU ne constate pour l'instant aucune augmentation du flux d'élèves à l'entrée de la voie professionnelle et donc aucun attrait supplémentaire qui serait lié à cette « réforme ».

Les annonces calamiteuses du président

Pour le SNUEP-FSU, la mission du système éducatif est avant tout de former de futur-es citoyen-nes. Tous les élèves doivent accéder à une culture commune qui leur permette de poursuivre vers les trois voies du lycée et de s'insérer dans les meilleures conditions dans le monde professionnel.

Le contexte économique ainsi que la préférence de nombreux jeunes pour le lycée professionnel public qui accueillent encore presque 600 000 élèves sont des freins au développement dogmatique de l'apprentissage voulu par ce gouvernement. Face à ces difficultés, Sarkozy « demande à Luc Chatel de réfléchir à la possibilité de rendre obligatoire l'alternance lors des dernières années de préparation au Bac Pro et au CAP ». 250 000 jeunes seraient concernés chaque année et de fait, n'auraient plus le choix de leur mode de formation.

Cette annonce montre une fois de plus la volonté du gouvernement

- de casser le service public de formation professionnelle initiale sous statut scolaire,
- de ne tenir aucun compte de la volonté des parents, des élèves et des personnels.

Le seul objectif est de réduire encore le nombre de ses professeurs, de poursuivre le désengagement de l'État et de transférer la formation professionnelle initiale aux entreprises.

Pour le SNUEP-FSU, cette annonce est une vraie provocation. Cette mesure, si elle était appliquée aurait des effets catastrophiques pour les élèves de l'enseignement professionnel public et laïque.

Contact : Jérôme Dammerey, secrétaire général en charge des questions éducatives, 06 29 41 20 10